

r



PAYS dans l'ordre chronologique de leur indépendance

Date d'indépendance

Figure de l'indépendance

Les anciennes puissances coloniales



Bel Fra Ita G-B

17. MAURITANIE

28 novembre



15. MALI

22 septembre



8. NIGER

3 août



11. TCHAD

11 août



François Tombalbaye premier président

2. SÉNÉGAL

4 avril

Léopold Sedar Senghor



9. HAUTE VOLTA

(aujourd'hui BURKINA FASO)

5 août



7. BÉNIN

1^{er} août

16. NIGERIA

1^{er} octobre

10. CÔTE D'IVOIRE

7 août

Félix Houphouët-Boigny



3. TOGO

27 avril

Sylvanus Olympio



1. CAMEROUN

1^{er} janvier

Ruben Um Nyobe



12. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

13 août

Barthelemy Boganda



6. SOMALIE

1^{er} juillet

14. GABON

17 août



13. CONGO

15 août



5. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

30 juin

Patrice Lumumba



4. MADAGASCAR

26 juin



cales. Alors que des intellectuels comme Senghor, Houphouët Boigny sont envoyés à l'Assemblée nationale, le Paris des années 50 devient un haut lieu de la pensée politique d'Afrique francophone et des Caraïbes.

Grille de lecture Est-Ouest

Le monde d'alors, celui de la guerre froide, est traversé par la rivalité Est-Ouest (communisme d'un côté, « monde libre » de l'autre), une dichotomie qui impose sa grille de lecture, « modérés » d'un côté, « radicaux » de l'autre... La conférence de Bandung, en 1955, sonnera le rassemblement de tous ceux qui, luttant pour l'indépendance de leur pays, préféreront se définir comme « non alignés ».

L'Indonésien Soekarno, le Ghanéen Krame N'Krumah, le Guinéen Sékou Touré deviendront les chantres de l'émancipation de ce qui s'appelait encore le « tiers-monde » et, dans le même temps, les cibles de ce monde bipolaire, séparé entre l'« impérialisme » d'un côté, le « communisme » de l'autre.

Lorsque Patrice Lumumba participera à la conférence d'Accra en 1958 et se liera d'amitié avec les leaders africains du moment, dont Sékou Touré, il en reviendra transformé : l'« évolué » qui aspirait à être engagé par l'administration coloniale et qui, en 1955, serrait respectueusement la main du jeune roi Baudouin songera lui aussi à secouer les chaînes du Congo et à réclamer son indépendance.

L'année 60 s'ouvre donc sous le double signe de l'espoir et de l'ambi-

guïté : les pays qui accèdent à l'indépendance ont pour objectif le « développement », c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie des populations, tandis que les puissances coloniales, tout en concédant l'indépendance politique, entendent bien conserver les rênes de l'économie, les bénéfices de l'exploitation des ressources sans oublier le soutien politique, aux Nations unies entre autres... C'est pour cela aussi que les rêves d'unification africaine sont torpillés et que l'AEF comme l'AOF deviennent des micro-Etats au lieu de rejoindre de plus larges fédérations.

D'autres intervenants

Alors que les systèmes économiques demeurent extravertis, c'est-à-dire essentiellement tournés vers l'ancienne métropole qui garde le contrôle de la transformation des matières premières (cacao de Côte d'Ivoire, arachide du Sénégal, coton du Tchad, uranium du Niger, pétrole du Nigeria, cuivre du Congo), le « développement » deviendra le maître-mot des jeunes pays et les politiques de « coopération » remplaceront l'ancienne « œuvre coloniale ».

Dans les anciennes colonies françaises, le Fides (Fonds de développement et d'investissement économique et social) sera le maître d'œuvre de grands travaux de modernisation, essentiellement confiés à des entreprises françaises, et une monnaie commune, le CFA (qui vient d'être abolie par le président Macron au profit de l'eco), cimentera le lien entre les anciennes colonies et la Banque de France (tout en favorisant les sorties de capitaux...).

Ayant dit, en 1958, non à de Gaulle et à sa proposition d'association avec la France, la Guinée de Sékou Touré fera l'objet d'un boycott tenace tandis qu'au Congo ex-belge, les entreprises belges (Union minière, Cotonco, CMB) occuperont longtemps le haut du pavé en dépit de la « zairianisation » (autre mot de la nationalisation) et d'un effondrement général de l'économie dès la moitié des années 80.

Au début des années 60 cependant, dans l'euphorie des indépendances toutes neuves, l'Afrique connaîtra de notables progrès en matière de santé, d'enseignement (jusqu'au coup de barre de l'« ajustement structurel » dans les

années 80, autre nom des politiques d'austérité). Mais malgré l'indépendance politique, elle ne sortira jamais réellement du rôle qui lui avait été assigné par le « modèle colonial » : être exportatrice de matières premières non transformées et terrain privilégié de l'action caritative hier, humanitaire aujourd'hui. Aujourd'hui, la mondialisation a brisé le tête-à-tête avec les anciennes métropoles et d'autres intervenants, dont en premier lieu la Chine, mais aussi la Turquie, le Japon, la Corée du Sud, se disputent les marchés, et l'Afrique est devenue le plus convoité des continents...

de leur mode de développement »

femmes sont réellement informées à ce sujet. A cause de la pauvreté, l'Africain considère qu'avoir cinq, six ou sept enfants par famille demeure un objectif qui lui permet d'assurer sa survie à terme. En Afrique noire, dans les pays les plus pauvres, contrairement à ce qui se passe en Tunisie, au Maroc, en Afrique du Sud, on n'observe pas de fléchissement démographique. Avec de tels taux de croissance, la pression sur les écosystèmes devient de plus en plus forte. La démographie n'est pas nocive en soi, mais elle s'accompagne d'un sous-développement profond et d'un manque de connaissance des populations par rapport aux enjeux de leur développement, du climat. A Kinshasa cependant, cela évolue : lorsqu'elles atteignent un certain niveau d'éducation, les femmes réduisent le nombre d'enfants. Ce qui reste très préoccupant, ce sont les gens qui sont enclavés, mentale-

ment, physiquement ; c'est au Soudan, en RDC, en Centrafrique, les pays les plus pauvres que l'on observe les taux de croissance les plus inquiétants. Le problème, c'est que cette croissance s'accompagne d'un sous-développement profond, d'un manque de connaissance des enjeux de l'environnement.

Tout cela pourrait-il engendrer des flux de population vers l'Europe ?

L'enjeu est assez clair : le taux de déforestation a doublé ou triplé, la pression sur les ressources est de plus en plus forte sans s'accompagner de méthodes d'agriculture durable. Les gens restent figés dans des schémas anciens et cette population pauvre est en train de détruire progressivement le patrimoine qui pourrait lui permettre, dans le futur, de construire un patrimoine durable...

Comment se porte la forêt congolaise si

souvent citée comme réservoir naturel ?

Partout, les fronts forestiers reculent : autour de Kinshasa, dans la région de Gemena dans l'Equateur, le long du fleuve Kasai, au Nord et au Sud-Kivu. Dans certaines régions, le taux de déforestation atteint de 1 à 2 % par an, ce qui veut dire que dans trente ou quarante ans, et certainement d'ici 2100, l'essentiel de la forêt congolaise aura disparu. Dans les pays du Sahel, l'agropastoralisme a augmenté car les gens ont cru que le bétail serait leur richesse, mais les conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont multipliés (René Dumont déjà mettait en garde à ce sujet). En outre, les gens utilisent le charbon de bois comme source d'énergie, ce qui contribue à détruire les écosystèmes fragiles du Sahel.

Si l'on étudie aujourd'hui la provenance des flux migratoires vers l'Europe, on voit qu'il s'agit de populations sahé-

liennes. Mais d'ici vingt ou trente ans, il s'agira de populations venues d'Afrique centrale, tout aussi désespérées, et qui ne pourront plus survivre dans leur milieu... Des géographes tracent les cartes des chemins de remontée des migrations vers l'Europe et on peut déjà prédire les flux du futur. Le continent africain est le plus exposé au réchauffement climatique et le moins préparé à se prémunir contre ses effets alors qu'en Europe, proportionnellement, les écarts seront plus faibles...

Compte tenu de telles perspectives, pourquoi dit-on que l'Afrique est le continent de l'avenir ?

Parce qu'il s'agit d'une population jeune, en pleine croissance, dynamique. Mais ce qui m'inquiète, c'est que d'ici vingt ou trente ans, alors que des élites auront été formées, le patrimoine, lui, aura disparu : la forêt tropicale, c'est-à-dire le

patrimoine naturel, n'existera plus, les mines auront été vidées. L'Europe aussi a connu un tel phénomène : au Moyen-Age, pour construire des bateaux, on a détruit la forêt. Bien sûr, les forêts ont été reconstituées, mais elles n'ont plus le même potentiel, la même qualité... elles ne représentent plus que 15 % de la valeur carbone. Il y aura un décalage entre cette jeunesse émergente et les ressources qui seront à sa disposition. Bien sûr, nous apportons des appuis, mais ils sont disparates. Voyez la Monusco présente au Congo : en réalité, elle sert surtout à sécuriser les sites miniers et les investissements réalisés ces vingt dernières années plutôt que les populations... A la mauvaise gouvernance au niveau mondial s'ajoute le fait qu'il n'y a jamais eu d'élections locales... Ce qui signifie que les populations n'ont jamais rien eu à dire à propos de leur mode de développement...